



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 16 juin 2021

Rapport Obin sur la laïcité : une nouvelle offensive réactionnaire, un nouveau dévoiement de la laïcité

Le rapport de Jean-Pierre Obin, inspecteur général honoraire, sur la formation des personnels de l'Éducation nationale à la laïcité et aux valeurs de la République a été publié ce 14 mai.

Le rapport ne précise à aucun moment la conception de la laïcité et des valeurs de la République qu'il porte. Il se contente, à longueur de pages, de désigner les adversaires à combattre. Sans surprises, ils se situent tous dans le champ de l'antiracisme militant : le rapport dénonce ainsi par exemple les notions de « racisme systémique » ou d' « islamophobie » qui seraient enseignées dans les INSPE en lieu et place de formations à la laïcité. Il dénonce les supposés « promoteurs » d'une laïcité qui « serait issue d'un compromis que la République devrait passer avec l'Islam ». Bien sûr, aucune administration de la preuve n'est tentée pour venir à l'appui de ces propos : l'objectif est bien de susciter des fantasmes nauséabonds à l'appui de l'idéologie réactionnaire du ministre et du gouvernement.

Ce rapport s'inscrit donc en tous points dans la chasse aux sorcières impulsée par les ministres Vidal et Blanquer. Il entend donner au ministère les moyens d'agir en ce sens sur la formation initiale et le recrutement. Il salue par exemple la réforme en cours des INSPE, qui permet davantage de contrôle par les ministres de tutelle. Il entend produire un référentiel commun à l'ensemble des INSPE, avec délivrance d'une certification spécifique. La réforme des INSPE, impulsée dans le cadre de la loi Blanquer de 2019 et que SUD éducation avait combattue, prend ici tout son sens : il s'agit bien d'une mise au pas de la formation des enseignant-e-s, les INSPE devenant les simples courroies de transmission de l'idéologie ministérielle. Ce changement proposé s'inscrit dans la continuité de l'action gouvernementale : l'Observatoire de la laïcité, indépendant, est supprimé au profit d'un organisme placé directement sous la tutelle du ministre de l'Intérieur.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



Il en va de même en ce qui concerne la formation continue. Un plan pluriannuel est prévu, comprenant l'organisation de 2 demi-journées de formation pour 11 écoles par département et par an, et 43 collèges et lycées par académie et par an. Le rapport redoute, une nouvelle fois, la prise en charge de la formation par les services déconcentrés et les risques de « dérives idéologiques » que cette décentralisation est supposée engendrer. Il recommande donc que ce soit la DGESCO qui ait directement la responsabilité du dossier.

Enfin, le rapport est sans surprise plein de mépris pour les enseignant-e-s. Il leur reproche la faible participation aux formations « laïcité et valeurs de la République », sans jamais interroger le degré d'adaptation des formations en question aux besoins réels des enseignant-e-s. Il voit dans leur "corporatisme" et celui de leurs syndicats la principale force d'inertie qui pourrait mettre en difficulté son projet de reprise en main de la profession sur ces questions. Le fait que le rapport déplore que les enseignant-e-s estiment très majoritairement que la "diversité" est une valeur de la République, est à cet égard éloquent.

Pour SUD éducation, il faut dénoncer ce rapport pour ce qu'il est :

- une nouvelle offensive dans le cadre de la chasse aux sorcières contre les universitaires et les chercheurs.euses dans l'enseignement supérieur
- une volonté de reprise en main autoritaire de la formation initiale et continue des enseignant-e-s
- un nouveau volet du corpus idéologique réactionnaire et islamophobe du ministère Blanquer

À rebours de ces objectifs réactionnaires et obscurantistes, SUD éducation revendique une école publique, gratuite, égalitaire, laïque et émancipatrice pour toutes et tous.